

LES POLITICIENS NE SONT PAS LA SOLUTION, ILS SONT UNE PARTIE DU PROBLEME !

**Elections après élections, les illusions se font et se défont :
un coup à gauche, un coup à droite, l'alternance étouffe tout espoir d'alternative**

Une fois de plus la campagne électorale bat son plein, et une fois de plus le débat public est d'une consternante indigence. Petites phrases, coups bas, invectives, affaires, rien ne nous sera épargné. Pendant ce temps les vrais sujets sont soigneusement escamotés pour céder la place à la fureur médiatique et à la politique politicienne.

Changer de personnel politique pour changer la vie ? La question mérite assurément d'être posée et surtout d'être débattue. Les anarchistes se la sont posée dès le 19^{ème} siècle et depuis n'ont pas cessé de dénoncer les résultats pitoyables de la stratégie social démocrate de conquête du pouvoir par les urnes.

Elections après élections, les illusions se font et se défont : un coup à gauche, un coup à droite l'alternance étouffe tout espoir d'alternative. Envisager la construction d'un autre futur reste cependant toujours d'actualité pour les anarchistes.

Alternance, piège à cons

Encore une fois la seule alternative qui se présente c'est l'alternance : un coup à droite, un coup à gauche, et ainsi de suite. Si l'on raisonne sur le court terme, au futur comme au passé, la tentation est grande de se dire qu'après cinq ans de démolitions fracassantes, il est temps d'arrêter les frais et de renverser la tendance.

Certains se plaisent à dire et à écrire que le retour de la gauche au pouvoir serait propice à une renaissance des luttes sociales et que, dans cette perspective-là, le vote à gauche est une nécessité.

Nous ne partageons pas cette analyse : sans remonter trop loin dans l'histoire, un petit retour sur les expériences des trente dernières années en la matière montre bien qu'à aucun moment les périodes d'alternance à gauche n'ont été un tremplin pour les luttes sociales.

Que ce soit en France ou ailleurs, l'alternance à gauche ne constitue en rien un rempart contre les régressions sociales et le triomphe du capitalisme. Les gauches de gouvernement ne remettent à aucun moment en cause ce qui constitue le moteur de l'économie capitaliste : l'accumulation et la maximisation des bénéfices produits par le plus grand nombre au profit d'une minorité qui concentre les richesses accaparées.

Bien au contraire, il y a fort longtemps que les partis de gauche se sont rendus à la raison de l'économie de marché. De cette économie-là, on passe très vite à l'économie au service des marchés et le piège est bien fermé.

Le rejet de la « politique politicienne »

Le refus du parlementarisme que nous prônons, revient à rejeter la conception habituelle de la « politique » telle qu'elle nous est proposée. Nous militons pour un réel ancrage social et surtout pas pour nous emparer de l'Etat. Au contraire, nous voulons mettre fin à toute forme de domination. En d'autres termes, nous cherchons à transformer la société et non pas à lui imposer un quelconque programme par la force.

L'action directe

Nous prônons l'action directe à la place de la délégation de pouvoir que constitue l'électoratisme. Elle consiste à intervenir directement dans la société, sans passer par l'intermédiaire des institutions. Elle vise à réaliser nos buts à travers notre propre activité plutôt qu'à tra-

vers celle des autres, particulièrement celle de « représentantEs » surtout soucieux et soucieuses de la préservation du présent. Elle se base sur une critique radicale de la démocratie formelle parlementaire dans laquelle les citoyenNEs délèguent leur pouvoir au lieu de l'exercer.

En refusant ce système, nous refusons à d'autres le loisir de nous représenter. Nous leur refusons le « droit » de parler en notre nom, le droit de décider à notre place.

Nous leur refusons la légitimité et son corollaire, le pouvoir, que le simple acte de voter leur attribue!

L'action directe permet aux individus de retrouver leur dignité en se réappropriant le pouvoir d'agir sur leur propre existence et en renouant avec les liens sociaux d'entraide et de solidarité.

Auto-organisation et autogestion du « mouvement social »

L'action sociale des libertaires et, avec eux/elles, de touTEs les oppriméEs, tourne toujours autour d'un discours qui fait sens, et qui débouche sur une activité révolutionnaire, intelligible, palpable, riche et abondante.

Le projet social libertaire n'est nullement une abstraction, mais au contraire c'est dans les luttes et les alternatives vécues concrètement qu'il prend forme et qu'il s'élabore progressivement, au contact de la réalité.

Les organisations anarchistes ne prétendent pas encadrer ou diriger les luttes sociales. Cependant, dans ce cadre, les organisations anarchistes ont toute leur place pour la construction et la politisation d'un mouvement social révolutionnaire.

Fédérer les luttes

L'indiscutable nécessité de mener un combat global doit se traduire par le refus de cloisonner les luttes en de multiples terrains d'interventions spécifiques.

Nous devons tout faire pour nous mobiliser ensemble, sur des objectifs communs. Le mouvement social ne doit plus chercher à déboucher sur de fausses solutions politiciennes, il doit au contraire devenir le prototype même d'une nouvelle société débarrassée de la domination de classe. Un mouvement populaire qui fédère toutes les luttes sociales en maintenant leur contrôle par la base c'est-à-dire par l'autogestion, pourra commencer à expérimenter et à développer de nouvelles institutions. Des institutions de prise de décision par la base qui pourront à terme remplacer l'Etat qui a toujours été l'agent d'une domination quelconque.

Loin des incantations citoyennistes républicaines, seul un mouvement social autogéré pourra donner le jour à une citoyenneté authentique où chacun et chacune prend part aux débats et aux décisions qui le/la concerne. Cette citoyenneté authentique est la condition nécessaire à la sortie du capitalisme. On ne pourra pas sortir du capitalisme tant que la population ne s'occupera pas de ses affaires par elle-même. Car seule l'autogestion de l'économie nous évitera de reproduire les échecs lamentables des expériences marxistes du 20^{ème} siècle, où l'étatisation de l'économie s'est systématiquement transformée en dictature.

Loin des urnes et de l'Etat, construisons la démocratie directe fédéraliste pour sortir enfin du capitalisme !

Agir au lieu d'élire !



Groupe de Clermont de la CGA
clermont-ferrand@c-g-a.org
www.c-g-a.org